

Les Français s'exilent de plus en plus au Québec

La « Nouvelle-France » attire pour la facilité d'y trouver un emploi ou la qualité de ses universités.

LUDOVIC HIRTZMANN
MONTREAL

CANADA « Au Québec, il n'y a pas de stress. En France, l'ambiance est lourde, l'actualité pesante. Ici, les nouvelles sont positives. » Cédric Marty, boulanger de 29 ans originaire de l'Aveyron, savoure son nouveau bonheur. Il vit à Montréal depuis six mois. Il travaille dans une chaîne de boulangeries où l'ambiance et les conditions de travail sont meilleures qu'en France. « J'ai un visa de travail de deux ans. Je ferai un bilan à la fin, mais je pense rester au Québec », lance-t-il, l'accent chantant.

« La french invasion ! C'est une immigration audible ! »

ALEXANDRE BOULERICE,
DÉPUTÉ NÉODÉMOCRATE

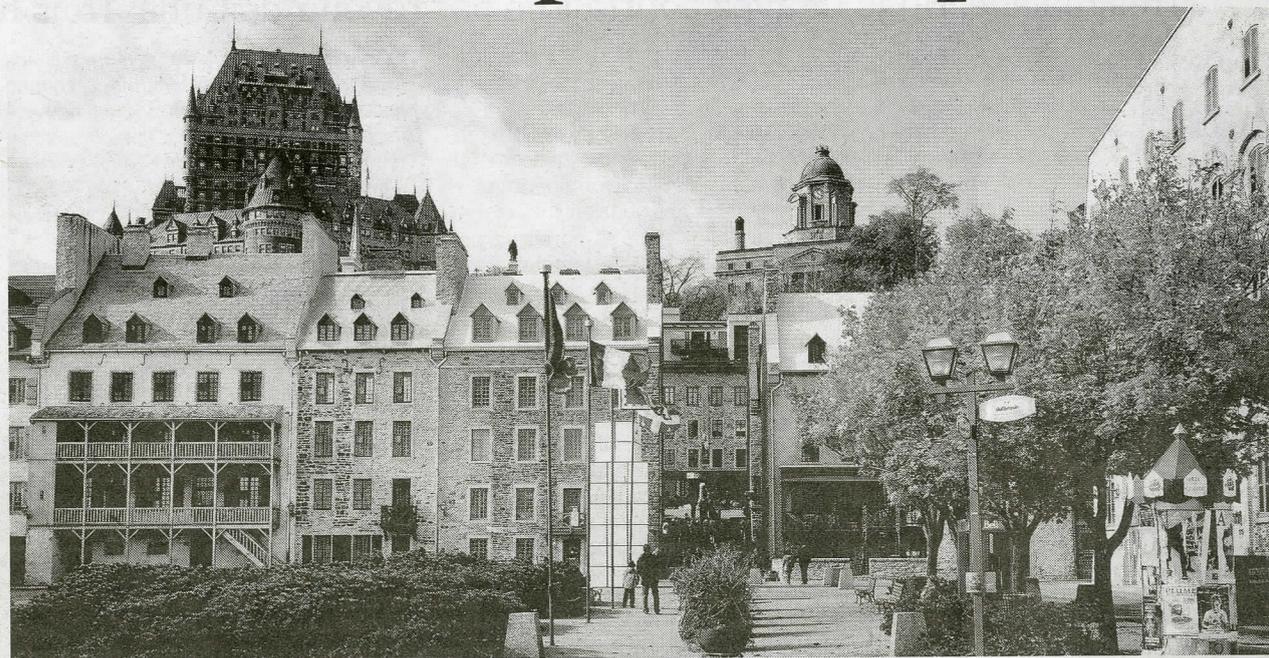
Un avis que partage Gaëlle Mazé, une jeune Bretonne de Quimper, licenciée en biologie. « J'aime le pays. Le climat est chaleureux. Je me sens chez moi. J'ai envie de travailler au musée d'histoire naturelle de Toronto », explique-t-elle. À l'instar de cette jeune femme de 23 ans, les Français sont « Dingues du Québec », comme l'a titré récemment le *Journal de Montréal*. Ils partent pour la Nouvelle-France dans un exode sans précédent.

Chaque année, l'ambassade du Canada à Paris met 6 750 permis vacances-travail (PVT, des visas temporaires d'un an) à la disposition des Français de 18 à 35 ans. À la mi-novembre 2012, ils se sont envolés en 48 heures. Du jamais-vu ! En 2010, il avait fallu un mois et en 2006 près d'un semestre. « On note une forte augmentation du nombre d'immigrants du continent européen. Cette progression s'explique par un volume plus élevé de nouveaux arrivants (...) de France », souligne une toute récente note du ministère de l'Immigration du Québec.

Des « clandestins français »

Près de 4 000 Français ont officiellement immigré au Québec pour les neuf premiers mois de 2012. Ils étaient 2 400 pour la même période en 2011. S'y ajoutent les 6 750 « PVTistes » et au moins autant d'expatriés avec d'autres types de visas temporaires, ainsi que 10 000 étudiants dans les universités québécoises (un chiffre en forte hausse). « Et c'est compter sans les clandestins français. J'en connais énormément », chuchote Gaëlle. « Mon visa est expiré, mais je ne veux pas retourner en France. Tout est plus simple ici pour trouver du travail », dit Romain, serveur sans papiers dans un restaurant montréalais.

Environ 150 000 de nos compatriotes vivent dans le pays. Le président de l'association Accueil français de Québec, Georges Mosser, confie : « Depuis un se-



Les maisons historiques de la place de Paris et le château Frontenac en arrière-plan, dans le quartier du Petit-Champlain, à Québec.

mestre, le nombre de demandes de renseignements de Français par courriel a doublé, avec une augmentation sensible des artisans ou des petits entrepreneurs, qui font un voyage d'étude avant de faire le grand saut. »

« Ah la french invasion ! C'est une immigration audible », dit en riant le député néodémocrate Alexandre Boulerice. Les autorités québécoises veulent des Français jeunes et diplômés. Les Québécois, eux, n'apprécient pas forcément ces cousins à la grammaire « parfaite », qui agace.

L'immigration française est rarement fiscale, moins de 2 % sont des investisseurs. Les raisons n'en sont pas moins essentiellement économiques, liées à l'emploi, même si une majorité, sans doute par fierté, s'en défend. Si le Canada attire, c'est parce que le taux de chômage n'y est que de 7,2 %, un taux réel, sans traite-

ment administratif. Les procédures d'embauche sont simples et dénicher une « jobine », un « petit boulot », est facile.

Pour les immigrants à la recherche d'un travail qualifié, et malgré un déficit de main-d'œuvre, l'ultraprotectionnisme des employeurs québécois impose vite des limites. Si « le Canada offre beaucoup d'opportunités professionnelles », relève Julie Meunier, administratrice du site pvtistes.net, elle met en garde contre l'eldorado présenté par certains médias.

Les « oubliés de Buffalo »

« J'ai parfois l'impression qu'on ne dit pas la vérité », ajoute-t-elle. Les autorités veulent plus d'immigrants pour combler un déficit de main-d'œuvre, mais elles ont diminué les moyens des agents de l'immigration et fermé des consulats. Ce qui indigné Alexandre Boulerice, venu

soutenir un groupe d'immigrants « oubliés » par Ottawa. « Je reçois des appels désespérés de nombreux Français », dit le député. Le gouvernement fédéral a demandé à ces immigrants de déposer leur demande de résidence permanente au consulat du Canada à Buffalo, aux États-Unis. Le consulat a fermé au début 2012. Les dossiers sont bloqués.

« Je n'ai pas de visa et plus de nouvelles de l'administration canadienne depuis un an. Je ne peux pas travailler », raconte Loïc Kerbrat, un jeune infirmier. Avec une centaine « d'oubliés de Buffalo », comme ils se désignent eux-mêmes, Loïc a organisé une soirée dans un cabaret montréalais. L'un d'eux monte sur scène. Il se lance dans une longue déclamation, avant de conclure : « Notre but est légitime, immigrer. Nous voulons payer nos taxes, nos factures... au Canada. ■ »